Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 620

Buchbesprechung: Notes de lecture
Autor: Jaggi, Yvette / Pradervand, Pierre / Favez, Jean-Claude

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

NOTES DE LECTURE

Tréfonds jurassien

Après nous avoir livré des romances rurales en surnombre, les Editions Mon Village nous donnent un roman policier jurassien. Avec la forte teinture socio-politique que ne pouvait s'empêcher d'y mettre le héros, journaliste neuchâtelois travaillant à Paris, tout comme l'auteur, Louis-Albert Zbinden, correspondant de la Radio romande et chroniqueur écouté du samedi matin.[1]

Les géographes appellent emposieux ces «petits abîmes de tourbe aux lèvres de sphaigne où disparaissent les eaux». Dans son langage toujours précis et souvent recherché, Zbinden note que «ces trappes et ces occultations illustrent assez bien les façons d'un peuple, lui aussi épongeur, qui montre son bois mais cache son linge».

Merveilleux raccourci, qui renvoie de la nature aux gens qui l'habitent, et de leur symbiose à la mort de Marvier, promptement qualifiée d'accidentelle de crainte d'avoir à nommer un crime, avec tout son inévitable réseau de motivations croisées, de suspicions détestables, d'aveux et de mensonges, bref avec toutes ces «histoires» dont personne ne veut. «Tenue dans la discipline par la rigueur du climat et du fond protestant», la population jurassienne met l'ordre avant la justice. Le fait qu'elle ne soit pas seule à poser cette priorité ne la rend pas morale pour autant. Aussi bien, dans l'emposieu, l'eau ne se perd que passagèrement. Le journaliste-enquêteur parvient donc à élucider le mystère de la mort de Marvier. Mais comment faire savoir la vérité sans compromettre l'auteur d'une vengeance légitime?

Y. J.

[1] Louis-Albert Zbinden: *L'emposieu*. Vulliens, 1981, 252 p.

PROGRÈS

La grande bouffe d'insecticides

Chaque année, plus de quatre milliards de livres d'insecticides sont commercialisés dans le monde, soit environ une livre par habitant du globe.

Bon appétit!

Il faut vraiment en avoir, de l'appétit, quand on sait que ces insecticides, après avoir, dans certains cas, rendus malades les ouvriers américains qui les fabriquent, sont exportés massivement vers le tiers monde (les marchés occidentaux sont bientôt saturés), où ils sont utilisés, souvent sans aucun contrôle et en quantités massives. Il arrive qu'on en asperge par avion, non seulement les cultures, mais également les ouvriers agricoles, leurs pauvres bicoques, leurs familles, leur eau potable. Il n'est donc pas surprenant que d'après l'OMS, chaque minute, une personne dans le tiers monde tombe victime d'un empoisonnement — parfois mortel — aux insecticides.

Inutile de dire que ces insecticides nous reviennent dans les produits tropicaux *et la viande* en provenance du tiers monde que nous consommons.

Et c'est là qu'il s'agit vraiment d'avoir bon appétit. Aux Etats-Unis par exemple, *dix pour cent* de la nourriture importée est officiellement classée comme contaminée.

Toutes les importations de viande de bœuf en provenance du Mexique, d'El Salvador, du Guatemala ont été interdites par l'USDA (département de l'agriculture américain) parce que considérées comme trop contaminées par des insecticides. Aspergerait-on ces pauvres bœufs d'insecticides? Pas tout à fait... mais presque. L'usage massif qu'on en fait dans les champs à côté de ceux où paît le bétail a quelques «petites» retombées sur les pâturages.

Près de cinquante pour cent des grains de café vert importés aux Etats-Unis (de très loin le premier importateur mondial) contiennent des niveaux d'insecticides bannis aux Etats-Unis (depuis des traces jusqu'à des taux illégaux).

Et voilà le cercle de poison bouclé!

Le *Cercle de Poison* (*Circle of Poison*, en anglais), ouvrage des Américains David Weir et Mark Shapiro, un livre récent aussi dense et percutant que sa taille est modeste (moins de 100 pages), publié par une remarquable organisation américaine spécialisée dans l'information du public sur les problèmes de développement, l'Institute for Food and Development Policy de San Francisco[1].

Cet ouvrage souligne qu'il existe bel et bien une solidarité entre consommateurs aisés des pays industriels et ouvriers agricoles exploités du tiers monde, qui sont finalement les deux victimes des mêmes mécanismes visant le profit à court terme avant toute autre chose.

Quelques points de repère importants fixés par Weir et Shapiro.

Aux Etats-Unis, 14 000 paysans et ouvriers agricoles sont chaque année victimes d'empoisonnements aux insecticides. Certains, interdits aux Etats-Unis, sont néanmoins exportés vers le tiers monde où la législation sur le contrôle de ces produits est pratiquement inexistante. Une compagnie, Hooker, après avoir découvert par des tests en laboratoire sur des souris qu'un de leurs produits causait des tumeurs, tuait des fœtus et avait d'autres effets tératogènes graves, même absorbé en quantités infinitésimales, le retira elle-même du marché américain, tout en précisant qu'il n'était pas question de cesser les exportations de ce produit vers le tiers monde. Des compagnies suisses, comme Ciba-Geigy, participent, selon les auteurs, à l'exportation de produits insecticides dangereux vers le tiers monde.

Certains de ces produits sont fort dangereux,

comme le Parathion, qui est à l'origine du 80% des empoisonnements par insecticide en Amérique latine. Inventé à l'origine pour la guerre chimique par les savants nazis, sa composition d'origine fut légèrement modifiée, mais il n'en demeure pas moins soixante fois plus puissant que le DDT.
Malgré cela, l'efficacité à long terme de ces produits est plus que douteuse. Selon la FAO, le nombre d'insectes résistant à ces produits a doublé en l'espace de douze ans, passant de 182 en 1965 à 364 en 1977. C'est un jeu dangereux où l'homme est d'avance perdant, à cause du cycle génétique extrêmement court des insectes qui leur permet de développer très rapidement une résistance à ces produits.

VIA LA SUISSE

Pour tourner la législation de certains pays occidentaux interdisant la fabrication de certains insecticides dangereux, les entreprises intéressées en fabriquent les composantes de base qu'elles exportent vers le tiers monde où elles sont mélangées dans des «pseudo-usines» (appellées en anglais «formulation plants») pour obtenir le produit fini désiré. De là, elles sont réexportées sans entraves vers de nombreux autres pays du tiers monde. Pour éviter certains contrôles gouvernementaux américains sur l'exportation d'insecticides dangereux, certains fabricants les exportent vers le tiers monde... via la Suisse. Quel petit pays bien pratique, et non seulement pour contourner les embargos contre la Rhodésie, accueillir les capitaux en fuite...

Weir et Shapiro terminent leur démonstration par la description d'une autre pratique extrêmement grave pour l'avenir même de l'alimentation de la planète, révélée il y a quelques années par le chercheur canadien Pat Mooney, à savoir le brevetage des semis. De grandes multinationales (parmi lesquelles on retrouve, une fois de plus, Ciba-Geigy, et aussi Sulzer), profitant d'une législation aberrante permettant le brevetage des semis, contrôlent de plus en plus le marché mondial de ces derniers. Peu importe que 90% des semis dans le monde soient le résultat de millions d'années de sélection naturelle, 9,1% le produit du patient labeur de générations de cultivateurs depuis le néolithique, et 0,9% seulement le fruit de recherches agronomiques récentes. D'ici 1991, les trois quarts des types de légumes existant actuellement en Europe auront disparu, selon la FAO, et d'ici l'an 2000 les deux tiers du marché de semis de céréales du tiers monde seront aux mains de quelques multinationales. Et les auteurs de conclure: «Maintenant que les compagnies chimiques sont entrées dans le marché des semis, elles sont dans la position économique enviable consistant à aggraver les problèmes (en produisant des semis brevetés moins résistants aux insectes, nécessitant des insecticides qu'elles seules fabriquent, Réd.) pour lesquels elles offrent leur cure (chimique).»
Mais loin de conclure sur une note pessimiste, le livre se termine par une série de suggestions concrètes des actions à entreprendre tant par les individus que par les groupes.

SOLIDARITÉ ET POLLUTION

Cet ouvrage soulève des questions fondamentales pour les consommateurs et citoyens suisses. Quels contrôles sont exercés en Suisse sur les produits agricoles importés de l'étranger concernant leur teneur en insecticides? Existe-t-il une législation permettant d'interdire l'importation de produits excessivement «pollués» aux insecticides? Si oui, sur quelle base sont déterminés les «seuils» de contamination autorisée/interdite? Pour ne citer que quelques points d'interrogation fondamentaux.
Voilà donc un domaine d'action prioritaire, non seulement pour les associations de consommateurs, mais aussi pour les grands importateurs comme Migros ou la Coop qui auront à cœur de prouver concrètement que les intérêts du public passent pour eux avant le chiffre d'affaires.
Bon appétit?
Si vraiment nous le désirons, sans arrière-pensée, il s'agit de se mettre au travail, et rapidement.

Pierre Pradervand.

[1] On peut obtenir le livre pour 4.50 dollars US à l'adresse suivante: Institute for Food and Development Policy, 2588, Mission Street, San Francisco, California 94110. Ajouter 50 cents US pour envoi par avion.

FRONTIÈRES

Pour un vade-mecum du migrant

L'Organisation d'études de développement et d'aménagement de l'Alsace (OEDA) vient de publier un fascicule[1] qui rendra service aux frontaliers de la région migrant quotidiennement vers l'Allemagne ou la Suisse.
Trois chapitres: Droit du travail et situation fiscale, Protection sociale (assurance-maladie, accidents du travail, invalidité, maternité, allocations familiales, retraite), Protection sociale (chômage). Et en annexe, la liste des communes de la région frontalière et des adresses utiles.
Il est possible que des juristes suisses trouveraient quelques indications à préciser ou à compléter. L'essentiel est que les travailleurs alsaciens disposent d'une bonne base de connaissance de leurs droits.
Existe-t-il des équivalents pour les autres régions de notre pays, en particulier aux frontières ouest et sud? Sinon, le premier pas est fait et il ne reste plus qu'à publier l'addendum nécessaire. **C. F. P.**

[1] «Guide juridique du travailleur frontalier». Adresse: Etablissement public régional Mission régionale d'Alsace, place de la République 5, F-67000 Strasbourg (environ 10 fr. fr.).